

Gouvernance des universités : la communauté universitaire dénonce le projet de loi 38 et réclame des États généraux sur l'université

(Québec, le 21 septembre 2009) Les membres de la Table des partenaires universitaires, représentant des organisations de l'ensemble de la communauté universitaire, s'opposent vivement au mode de gouvernance que veut imposer la ministre Courchesne avec le projet de loi 38, qui reprend presque intégralement la version déposée en octobre 2008. La TPU interpelle donc la ministre Courchesne pour qu'elle retire le projet de loi 38 dans sa forme actuelle. Plutôt que des réformes à l'emporte-pièce, les organisations du monde universitaire réclament des États généraux sur l'université qui permettraient une large réflexion sur l'avenir de l'université québécoise.

Devenu majoritaire, le gouvernement persiste à proposer un changement dans les pouvoirs et dans la composition des conseils d'administration (CA) des universités en dépit de la réprobation généralisée du milieu universitaire. Ces changements centraliseront les pouvoirs entre les mains des représentants externes qui ignorent les réalités vécues au sein des universités. Les membres de la Table des partenaires universitaires ne partagent pas cette vision de l'université. Au contraire, ils croient essentiel de renforcer la collégialité et la transparence. Pour ce faire, tous les membres de la communauté universitaire doivent être représentés au conseil d'administration afin de prendre part aux décisions qui concernent leur université. C'est cette collégialité qui assure la légitimité et la transparence nécessaires à la bonne gouvernance et au sentiment d'appartenance. D'ailleurs, les exemples récents d'erreurs administratives et de désastres financiers incitent à faire davantage confiance aux membres internes qui connaissent le mieux leur établissement et qui ont un réel souci de son avenir.

L'université n'est pas une entreprise privée, comme le rappelle le Conseil supérieur de l'éducation ; elle ne peut pas être gouvernée selon les mêmes critères. La collégialité, inscrite dans une longue tradition qui a fait ses preuves, doit rester au cœur de la gouvernance universitaire pour assurer la légitimité et la qualité des décisions administratives et académiques. Il ne faut pas l'éroder, mais au contraire la fortifier pour le bien de l'université et de la société.

La Table des partenaires universitaires (TPU) représente près de 165 000 membres et réunit les organisations suivantes : la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU), la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU), le Conseil provincial du secteur universitaire du Syndicat canadien de la fonction publique (CPSU-SCFP-FTQ), le Conseil québécois des syndicats universitaires (CQSU-AFPC), la Fédération des professionnelles (FP-CSN) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

- 30 -

Sources :

Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) : 514-843-5953
Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) : 514-237-6834
Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU) : 819-210-1775
Conseil provincial du secteur universitaire du Syndicat canadien de la fonction publique (CPSU-SCFP-FTQ) : 514-704-1186
Conseil québécois des syndicats universitaires (CQSU-AFPC) :
Fédération des professionnelles (FP-CSN) : 514-598-2143
Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) : 514-396-3380